



FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Éducation, Recherche, Culture, Formation,
Insertion

Section départementale du Tarn

Motion présentée lors du CDEN du 20/11/2018

Pour le 1^{er} degré :

En ce CDEN bilan de rentrée, vous allez très certainement nous annoncer, M. le DASEN, que tout va bien dans les écoles tarnaises. Nous allons vous annoncer, nous, ce qu'il en est réellement.

Depuis 2015, les écoles des quartiers de Cantepau à Albi et de Laden à Castres ne sont plus en Éducation Prioritaire. Cet abandon de la part de l'Éducation Nationale s'y accompagne d'un abandon généralisé de tous les services de l'État.

Ce sentiment d'abandon et la paupérisation grandissante dans ces quartiers entraînent les situations de violence que l'on a connues ces dernières semaines mettant en danger élèves, enseignant.es et habitant.es.

Comme nous le réclamons depuis 2015, il est urgent que l'État investisse les moyens dans ces quartiers et que l'Éducation Nationale les classe à nouveau en Éducation Prioritaire.

Nous vous demandons à nouveau M. le Préfet et M. le DASEN de prendre vos responsabilités et de réclamer tous les moyens nécessaires pour redonner une chance aux habitant.es de ces quartiers et de tous ceux qui le nécessitent.

Suite au dédoublement des CP en REP, nombre de classes se trouvent au dessus des seuils établis par l'administration elle-même. Comment imaginer qu'une classe fonctionne correctement avec des effectifs aussi élevés, sous prétexte que la classe d'à côté a des effectifs corrects ?

Quelles solutions avez-vous apporté à tous ces collègues de REP hors CP ?

La FSU propose que les moyens mis en œuvre pour dédoubler les CP et les CE1 soient utilisés pour diminuer les effectifs de toutes les classes. A 12 en CP et CE1 puis à 26 ou 27 en CE2, CM1 et CM2, on ne travaille pas correctement. A 20 en CP, CE1, CE2, CM1 et CM2 on peut travailler correctement.

A la vue de vos documents, on constate la chute vertigineuse de la scolarisation des enfants de 2 ans que nous dénonçons depuis de nombreuses années. Nous avons atteint un taux historiquement bas. Les écoles ne peuvent plus accueillir ces enfants puisqu'ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs et se retrouveraient dans des classes surchargées. Nous vous demandons à nouveau de tenir compte de ces enfants dans les calculs d'effectifs afin de pouvoir les scolariser réellement.

D'ailleurs, pourriez-vous expliquer à ce CDEN les raisons pour lesquelles on ne les comptabilise pas alors qu'ils sont physiquement dans les classes ?

Nous souhaiterions par ailleurs, obtenir les taux de scolarisation des enfants de 2 ans dans le privé. Nous supposons que nous serions surpris...

Comme à chaque CDEN, la FSU dénonce la fermeture programmée de l'école Camille Claudel et les méthodes plus que douteuses qui ont été mises en œuvre. Pourquoi fermer une école qui

fonctionne correctement, qui ne coûte quasiment rien en entretien alors que les usagers de cette école sont contre et que la vie du quartier en dépend ?

La FSU s'inquiète des annonces du ministère qui prévoit un statut spécifique pour les directeurs et directrices d'écoles. Le SNUipp-FSU a interrogé la profession lors des États Généraux de la direction d'école. Il en est ressorti que pour améliorer la gestion des écoles, les directrices et directeurs ont avant tout besoin de temps, de personnels supplémentaires pour aider au fonctionnement de l'école et d'une formation autour de la dynamique collective ainsi que l'élaboration et l'impulsion de projets communs. Tout cela est à l'opposé du nouveau maillon hiérarchique que le Ministre préconise.

Les évaluations nationales de CP et CE1 ont été jugées unanimement inappropriées et anxiogènes pour les élèves, et ont mis à mal bon nombre d'enseignants lors de la passation. Et ce n'était que le début des difficultés puisqu'il a fallu rentrer les résultats. De nombreux témoignages nous remontent faisant part d'heures innombrables passées à rentrer les résultats de quelques élèves.

Les enseignants ont appris dans les journaux les résultats de ces évaluations plusieurs semaines avant que ceux de leur classe ne leur soient communiqués. Quel mépris de la part du Ministre de privilégier la presse pour mieux faire passer ses réformes au lieu de faire redescendre les résultats aux enseignant.es qui se sentent totalement dépossédé.es de leur métier.

La FSU s'inquiète de cette dérive autoritaire de pilotage.